

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> année, n° 160

Du 21 février au 28 février 1986

### POLITIQUE

L'Eglise subversive  
Procès de militaires, exigés  
Demande d'améliorations  
Cerezo fait appel à la patience  
Visite de Cerezo en Europe  
Les universitaires demandent la démission du Recteur

### ECONOMIE

La BID offre des millions de crédit

### CONTRE-INSURRECTION

Inauguration d'un nouveau pôle de développement  
Changement formel dans les Coordonatrices Interinstitutionnelles  
Les Patrouilles Civiles ne disparaîtront pas

### INSURRECTION

Nouveaux combats

### DROITS DE L'HOMME

La violence perdure  
Augmentation des harcèlements

### REFUGIES

Retour de 100 réfugiés  
La CDHG demande le respect des rapatriés

## POLITIQUE

### L'EGLISE SUBVERSIVE

Le 19 février, l'Archevêque métropolitain, Próspero Penados del Barrio déclarait que l'Eglise Catholique guatémaltèque est considérée par l'Etat comme étant subversive étant donné qu'elle soutient une action sociale destinée à "promouvoir le plus nécessaire, à réveiller la conscience sur la dignité des hommes".

La personnalité ecclésiastique la plus importante du pays a précisé que des centaines de prêtres catholiques ne sont toujours pas réapparus après leur enlèvement, en dépit du fait que l'Eglise s'obstine à demander au gouvernement que leur lieu de détention soit établi.

### PROCES DE MILITAIRES, EXIGES

Le 21 février, les proches des détenus et disparus, membres du Groupe d'Appui Mutuel, le GAM, demandaient au gouvernement que les procès des anciens Chefs d'Etat et des plus hauts gradés parmi les militaires des régimes militaires qui se sont succédés dans le pays depuis 1980 soient ouverts et que l'on considère ces gens comme des "assassins".

Alors qu'ils remettaient une pétition formelle au Palais du Gouvernement au cours d'une manifestation, les proches des personnes enlevées ont déclaré que le Haut-Commandement de l'Armée avait ordonné les détentions, les tortures et les disparitions ultérieures de milliers de guatémaltèques.

D'autre part, selon une publication du journal américain The Washington Post, le GAM a remis au président Cerezo un rapport reprenant les noms de centaines de détenus et disparus et de membres des forces de sécurité responsables de telles disparitions.

### DEMANDE D'AMELIORATIONS

Les secteurs ouvriers et les groupes de chômeurs, les femmes au foyer, la population en général ainsi que des organisations syndicales, agricoles, corporatistes et de coopératives rédigent, depuis janvier dernier, des pétitions adressées au gouvernement où ils demandent une amélioration des salaires, la création de sources de travail, la diminution du coût de la vie, l'arrêt de l'inflation et la résolution des problèmes fondamentaux tels que la santé, l'éducation et le logement.

### CEREZO FAIT APPEL A LA PATIENCE

Le 23 février, le président Vinicio Cerezo Arévalo lançait un appel en vue d'arriver au pardon. Il demandait de fermer les yeux sur le passé et de regarder vers l'avenir, en ce qui concerne les excès commis dans le domaine des Droits de l'Homme par les régimes militaires qui l'ont précédé et qui se sont traduits par des milliers de morts et de disparitions de force. Il est à noter que c'est justement pour ces différents thèmes que le GAM exige des explications.

En outre, le mandataire a demandé de laisser croître et fructifier la récente "démocratie civile" inaugurée en janvier dernier. Cette demande a servi de réponse aux exigences formulées par les secteurs populaires et ouvriers qui veulent qu'une solution soit trouvée pour les problèmes complexes tant économiques que sociaux que connaît le pays.

### VISITE DE CEREZO EN EUROPE

Le 21 février, le porte-parole gouvernemental, Julio Santos faisait savoir que le président Cerezo se rendrait au milieu de cette année dans les divers pays qui constituent la Communauté Economique Européenne, la CEE.

Santos a signalé que le dit voyage s'inscrit dans la politique voulue par le gouvernement à savoir ses efforts visant à "rompre l'isolement dans lequel le Guatemala a vécu au cours de nombreuses années".

### LES UNIVERSITAIRES DEMANDENT LA DEMISSION DU RECTEUR

Le 22 février, l'Association des Etudiants Universitaires -AEU-, de l'Université Nationale de San Carlos de Guatemala, dans une lettre ouverte, demandait au Recteur de cette institution et également Ministre de l'Education Publique, de présenter sa démission irrévocable au poste de Recteur, par respect pour le corps étudiantin.

L'AEU a signalé que si le Recteur ne présentait pas sa démission, il serait déclaré "persona non grata" par cette association qui menace alors de passer aux mesures de fait.

#### ECONOMIE

##### LA BID OFFRE DES MILLIONS DE CREDIT

Le 19 février, la Banque Interaméricaine de Développement la BID, offrait au Président Cerezo de financer plusieurs projets du gouvernement démocrate-chrétien à concurrence d'un milliard de dollars. C'est ce qu'a déclaré le responsable des opérations de cette institution bancaire qui, avec d'autres autorités financières, a eu l'occasion de s'entretenir avec le mandataire guatémaltèque.

Le fonctionnaire de la BID a indiqué que les prêts, s'ils devaient être octroyés, seraient remboursables à longue échéance et assortis d'un intérêt faible. Il a, en outre, précisé que jusqu'à l'heure actuelle, 400 millions de dollars avaient été approuvés pour des projets considérés comme étant prioritaires par l'Organe Exécutif guatémaltèque.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### INAUGURATION D'UN NOUVEAU POLE DE DEVELOPPEMENT

Le 21 février, le gouvernement démocrate-chrétien instaurait le Pôle de développement Nikivalà, qui regroupera 115 familles paysannes, indigènes, aux environs du Chef-Lieu départemental de El Quiché.

Le Ministre du Développement, René de León et de Hautes Autorités militaires assistaient à l'inauguration dudit pôle, la deuxième en une semaine.

L'Organisation des Nations Unies et le Congrès des Etats-Unis, parmi d'autres entités, ont fait savoir que les Pôles de Développement et les Bourgades Modèles constituaient une violation aux Droits de l'Homme étant donné qu'il s'agissait d'un rassemblement obligatoire et sous contrôle militaire de paysans indigènes déplacés de force pour permettre les actions contre-insurrectionnelles de l'armée.

##### CHANGEMENT FORMEL DANS LES COORDONATRICES INTERINSTITUTIONNELLES

Selon un décret approuvé le 20 février par l'Organe législatif, le Ministère du Développement assumera le contrôle des Coordonatrices Interinstitutionnelles, les CI, organes contre-insurrectionnel de contrôle de la population.

Cependant, la Section 5 de l'Armée, Affaires Civiles et Développement Local, continuera à fonctionner. C'est elle qui coordonne jusqu'à ce jour le fonctionnement des organes pré-cités.

##### LES PATROUILLES CIVILES NE DISPARAITRONT PAS

Le 18 février, le Ministre de la Défense, le Général Jaime Hernández déclarait que les Patrouilles d'Auto-Défense Civiles ne seraient pas supprimées parcequ'elles fournissent une aide efficace à l'armée.

Alors qu'il faisait référence aux exigences des paysans en ce qui concerne la dissolution desdits groupes, définis par les organismes humanitaires comme constituant une violation des Droits de l'Homme, Hernández a commenté que seules "quelques personnes" désiraient les supprimer alors que la majorité des citoyens "opteraient pour une continuation de leur service".

#### INSURRECTION

##### NOUVEAUX COMBATS

Le 20 février, l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- faisait savoir que le 10 du même mois, dans une bourgade de la municipalité de Chajul, dans le département de El Quiché, ses effectifs avaient attaqué un avant poste de l'armée qui se trouvait stationné dans cette localité.

Selon la même information, au cours du combat, 10 soldats ont trouvé la mort et 4 autres ont été blessés.

D'autre part, les Forces Armées Rebelles -FAR-, ont fait savoir, le 25 février, que le 24 du même mois, 20 unités insurrectionnelles avaient tendu une embuscade à une patrouille de l'armée qui avançait le long de la route qui relie les bourgades de Tierra

Blanca et Chinajà, occasionnant de la sorte 5 pertes au sein des troupes régulières.

DROITS DE L'HOMME

LA VIOLENCE PERDURE

Le 20 février, on retrouvait les cadavres, portant des traces de torture, de deux paysans, flottant sur la rivière Pachitac, dans le département de El Quiché. Les proches des victimes ont fait savoir que ces dernières avaient été enlevées par des forces de sécurité gouvernementales le 25 septembre de l'année dernière, date à laquelle ils avaient été arrêtés et emprisonnés, illégalement, dans la base militaire de El Quiché.

Par ailleurs, le 22 février, on découvrait le cadavre, décapité, de l'ouvrier Angelino Cecilio Vásquez, dans la municipalité La Reforma, dans le département de San Marcos, alors que dans la capitale, à la même date, Madame Victoria del Rosario Escobar était assassinée sur la voie publique. Dans les deux cas, les proches et les témoins rendent l'armée responsable .

Le 22 février, dans la capitale, on arrêtait illégalement Noé Garcia Morales et Pedro Antonio Contreras. Ces deux personnes ont été arrêtées par des supposées forces de sécurité et n'ont toujours pas réapparu à ce jour.

AUGMENTATION DES HARCELEMENTS

Le 24 février, le Comité de l'Unité Paysanne -CUC- dénonçait le harcèlement dont est victime la population, le renforcement auprès des postes militaires, les patrouillages aériens et terrestres fort intenses qui se déroulent dans le nord-ouest du pays et qui sont menés par l'armée gouvernementale.

Le CUC signale, en outre, que depuis la mi-janvier, l'armée a augmenté "l'entraînement militaire obligatoire de la population" et le recrutement, moyennant des menaces de mort, de quelques 35 jeunes par bourgades qui sont par la suite envoyés dans les réserves.

REFUGIES

RETOUR DE 100 REFUGIES

Le 19 février, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés -ACNUR- indiquait qu' une centaine de guatémaltèques, réfugiés au Mexique, avait pris le chemin du retour, volontairement.

Après l'entrée en fonction du gouvernement du président Cerezo, en janvier dernier, des démarches ont été entreprises aux fins de rapatrier quelques 40 000 paysans, la plupart indiens, qui depuis 1980 avaient fui le pays. Le gouvernement mexicain a précisé très clairement que ce retour s'effectuerait s'il répondait au désir des réfugiés.

LA CDHG DEMANDE LE RESPECT DES RAPATRIES

Le 20 février, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, CDHG, demandait à l'opinion publique internationale et aux organisations humanitaires d'exiger du gouvernement guatémaltèque le respect intégral des Droits de l'Homme des cents réfugiés qui sont volontairement revenus au Guatemala ainsi que ceux qui auraient l'intention de faire de même.

La CDHG a lancé un appel au gouvernement démocrate-chrétien pour qu'il ne cantonne pas ces groupes de réfugiés dans des bourgades modèles, des pôles de développement ou autre lieu proche des détachements militaires, où ils pourraient être menacés, brimés, violés dans leurs droits. La CDHG a remercié le peuple et le gouvernement du Mexique pour la solidarité et l'appui qu'ils ont témoigné aux réfugiés.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX